LÉGISLATIVES 2017

Le va-et-vient des ministres candidats

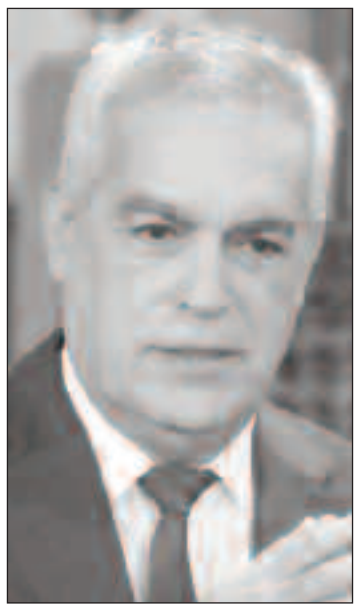
Depuis début février, les informations se téléscopent sur la candidature ou non d'un certain nombre de ministres au scrutin législatif du 4 mai prochain.

Le flou reste total toutefois, malgré les dernières déclarations d'Ould Abbès, secrétaire général du FLN, qui se voulaient pourtant répondre aux interrogations sur cette question. Iront-ils oui ou non et qui ira ? Le suspense reste entier mais d'ores et déjà, des huit ministres annoncés par le SG du FLN comme candidats, quatre d'entre eux annoncent dans une espèce de tour de rôle, qu'ils ne le seront pas.

D'ici le 5 mars, échéance ultime du dépôt des listes, l'on peut s'attendre à ce que d'autres se retirent de la compétition. Quelles lectures possibles peut-on faire de ces tergiversations ? Huit noms de ministres en poste étaient donnés, par le SG du FLN, partants comme candidats aux élections législatives prochaines : Boudjema Talai, ministre des Transports, Abdelmalek Boudiaf ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, celui de l'Aménagement territorial, du Tourisme et de l'Artisanat Abdelwahab Nouri, la ministre chargée des Relations avec le Parlement Mme Ghania Eddalia, Abdeslam Chelghoum ministre de l'Agriculture du Développement rural et de la Pêche ; Tahar Hadjar ministre de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, Abdelkader Ouali ministre des Ressources en eau et de l'Environnement et enfin Mme Aïcha Tabagou ministre déléguée du Tourisme et de l'Artisanat. Depuis l'annonce officielle de cette liste par le SG du FLN sous la bannière de laquelle devaient se porter ces candidats ministres, l'on assiste chaque jour à la défection de certains d'entre eux.

A ce jour, Abdeslam Chelghoum, Abdelouahab Nouri, Boudjema Talai et Abdelmalek Boudiaf ont fait savoir qu'ils ne prendront pas part à la compétition électorale. Cette valse de désistement a été précédée par l'information relative à la non-candidature de Abdelmalek Sellal, donnée durant les premières semaines de février comme partant.

Le SG du FLN a bien précisé il y a quelques jours que la candidature de Sellal relevait de la décision du président de la République, mais est-il utile d'apporter cette précision dans la mesure où pour toutes les candidatures de ministres, celle de Sellal comprise, l'on ne peut imaginer qu'elles se fassent ou même s'effacent sans l'aval du Président d'abord comme président d'honneur du FLN et ensuite président de la République.



Boudjema Talai.

Abdelwahab Nouri.

Abdeslam Chelghoum.

Photos : Samir Sid

Plusieurs lectures de ce revirement sont possibles. Laisser le scrutin se faire sans la participation de ceux qui gouvernent aujourd'hui peut donner aux élections à venir plus de crédibilité et amener plus d'électeurs à se rendre aux urnes.

Si l'on ajoute que la plupart des 8 ministres FLN devaient occuper les têtes de liste des villes où ils se présentaient, l'on suppose que leur retrait permet de calmer tous les candidats des autres formations politiques qui commençaient à s'agiter de l'OPA du FLN sur cette élection. Ainsi retirés de la compétition, l'on peut donner l'illusion que le scrutin est ouvert à tous.

L'autre lecture possible est que, malgré toutes les précautions prises par les organisateurs du scrutin pour donner l'illusion que ce seront des élections transparentes et propres, les candidats ministres FLN soient rejetés par les électeurs avec fracas et, partant, le résultat en serait catastrophique non seulement pour eux mais pour le FLN, pour l'exécutif qu'ils représentent malgré eux et pour enfin, tous ceux dans le pouvoir actuel qui auraient des prétentions pour une échéance plus lointaine et plus importante, celle des présidentielles de 2019.

Enfin et toujours comme lecture possible de cette valse du y va, n'y va pas, n'y aurait-il pas, depuis l'annonce des huit ministres candidats, des accords secrets qui pourraient avoir abouti sur un partage des candidats en tête de liste entre ceux du FLN et des candidats d'autres formations à qui on céderait des circonscriptions en guise de récompense pour leur participation inattendue à cette élection et du crédit qu'ils peuvent apporter à ce scrutin, par leur présence.

Ce ne sont là que des hypothèses. Il y en a sûrement d'autres et les jours à venir pourraient éclairer davantage ces retournements pour le moins inattendus.

Khedidja Baba Ahmed

Neuf terroristes «neutralisés» à Azzefoun

Elle n'a finalement été que très brève, l'accalmie ayant succédé à la grande opération menée aux frontières entre les wilayas de Bouira et de Bordj-Bou-Arréridj, il y a deux semaines, conclue par la mise hors d'état de nuire de quatorze terroristes et l'arrestation d'un autre, donnés tous comme étant membres de Jund Al Khilafah, la branche algérienne de Daesh.

Selon certaines sources qui s'étaient confiées au *Soir d'Algérie* quelques heures après le début de cette opération menée dans les bois de Tamelaht, entre les communes d'El Adjiba, Ahnif et Ouled-Rached, une trentaine de kilomètres au sud-est de Bouira, ce groupe avait été identifié comme étant constitué d'éléments de Jund Al Khilafah en provenance de l'Est du pays, la région de Skikda, où la pression exercée par l'armée depuis l'été dernier, puis après l'assassinat d'un policier à Constantine à la fin du mois de novembre dernier, est telle que les terroristes affiliés à l'Etat islamique n'ont d'autre alternative que de tenter de s'infiltrer à travers les mailles du filet dressé par l'ANP pour gagner des contrées du pays un peu plus clémentes grâce notamment à des complicités locales organisées en réseaux de soutien, comme nous le rapportions dans une de nos précédentes éditions.

C'est donc cette hypothèse qui a été avancée pour expliquer la présence du groupe au sud-est de Bouira et que l'armée n'avait pas totalement anéanti.

Selon certaines explications de sources maîtrisant la question sécuritaire, ce sont ces réseaux de soutien qui sont mis à contribution pour permettre aux terroristes de fuir les régions du pays où l'ANP se met à leur traque, comme cela a été le cas après l'opération au sud-est de Bouira, il y a deux semaines donc, où des compagnons des quatorze terroristes abattus avaient pu s'engouffrer à travers le dispositif mis en place par l'armée pour tenter de regagner l'Est du pays où Jund-Al-Khilafah s'est terré après que les troupes de l'ANP leur ait mené une guerre sans répit en Kabylie plusieurs mois durant après l'enlèvement puis l'assassinat du guide de montagne français en septembre 2014.

Ce sont vraisemblablement les éléments de ce groupe décimé mais pas totalement anéanti, selon les mêmes sources, qui se sont retrouvés au centre d'une information mise en ligne, hier, sur le site du ministère de la Défense nationale. Information qui fait état de la ''neutralisation'' de neuf terroristes dans les massifs boisés d'Azeffoun, sur la partie littorale Est de la wilaya de Tizi-Ouzou.

«Grâce à l'exploitation efficiente de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire relevant du secteur opérationnel de Tizi Ouzou a neutralisé neuf terroristes, ce matin du 28 février 2017, suite à une opération de fouille et de bouclage, menée près de la commune d'Azeffoun, wilaya de Tizi Ouzou» est-il affirmé dans ce communiqué à travers lequel il est également fait état de la récupération de deux PM kalachnikov, un fusil à lunette, un fusil à pompe, cinq fusils de chasse, des munitions et des objets divers.

Une opération qui avait toujours cours en milieu d'après-midi, toujours selon le MDN.

M. Azedine

RASSEMBLEMENT POUR LA CULTURE ET LA DÉMOCRATIE (RCD)

Grogne à Tizi-Ouzou

Pas moins de douze membres du Conseil national du RCD, parmi lesquels un ex-député, un ex-président d'APW et un ex-président du bureau régional ont dénoncé hier la direction régionale de Tizi-Ouzou dans une lettre adressée au président du parti et dont une copie nous est parvenue.

Dans cette lettre, les signataires font état de «dérives jamais égalées et de violations répétées des dispositions statutaires et règlementaires constatées par l'encadrement régional et les militants». Plus grave encore, le texte évoque la mise en place d'une véritable politique «d'inquisition, insultes, intimidations, atteinte à la morale et à l'honneur de membres du conseil national et des militants de base». Selon les contestataires, un «processus de fragilisation du parti est consciencieusement mené dans l'objectif d'éliminer tous ceux qui ne cadrent pas avec cette vision réductrice concoctée par un groupe d'amis qui se soucient uniquement de leurs intérêts loin de toute perspective généreuse et constructive pour le parti». Ce processus, expliquent les concernés, a été mis en place «dès la fin de l'élection primaire passée (…) tous les militants soupconnés d'avoir agi pour un autre candidat que le vainqueur ont été aussitôt mis en quarantaine (…) c'est ainsi que les militants et élus d'une grande partie de la wilaya, celle du Sud particulièrement, ont été traités de traîtres (…)» «Au lieu de tirer les lecons des échecs aux élections de 2012 puis aux sénatoriales passées, et privilégier le débat, le bureau régional préfère mettre en quarantaine les militants et un bon nombre des membres du conseil national qui ne partagent pas sa vision hégémonique». Les signataires en appellent au président du RCD car ce mouvement s'est transformé, selon eux, en «parti qui divise plus qu'il ne rassemble».

R. N.